



Le Courrier de la Marche Mondiale des Femmes contre les Violences et la Pauvreté - N° 322 - 23 octobre 2016

Bonjour, voici quelques textes, rendez-vous et communiqués concernant les droits des femmes, en espérant qu'ils vous seront utiles. Ceci est un bulletin de collecte d'informations, ce qui veut dire que nous ne sommes pas obligatoirement d'accord avec tout ce qui est écrit (sauf pour les communiqués signés Marche mondiale des Femmes). Si vous recevez ces informations plusieurs fois (attention, vérifiez que l'expéditeur est bien directement la Marche) ou si vous ne voulez plus les recevoir, répondez à ce mail. Faites passer à vos réseaux et ami-es.

Blog : <http://marchemondialedesfemmesfrance.org/>

Facebook : www.facebook.com/marchemondialedesfemmes2015

SOMMAIRE

- 1 - Avortement Pologne - On ne dépose pas nos parapluies ! - Rassemblement le 23 octobre - Page 1
- 2 - Pétition : Assez des viols correctifs contre les lesbiennes en Afrique du Sud ! - Page 2
- 3 - En Israël, le combat des femmes pour la paix - Piotr Smolar - lemonde.fr - Page 2
- 4 - Il n'y aura pas de « journée internationale de l'avortement sûr ». Savoir tirer les leçons d'un échec - Annie Sugier - 50-50magazine - Page 4
- 5 - Accès à l'IVG : des opérations de "testing" pour identifier les difficultés éventuelles - Page 5
- 6 - Conseil de l'Europe: victoire d'étape vers l'abolition de la GPA - Texte collectif - Page 6
- 7 - Ce n'est pas forcément normal d'avoir mal au ventre lors de ses règles ! L'endométriose, maladie taboue! - L'écho des Thérèse - Page 6
- 8 - Mise au point sur la GPA - Coordination Lesbienne en France - Page 7
- 9 - Sexisme : « Le harcèlement en politique doit être pris pour ce qu'il est, une réalité » - Le Monde - 17 octobre - Par un collectif de collaboratrices parlementaires - Page 8
- 10 - #TPMP Une agression sexuelle ce n'est pas "rien du tout", ce n'est "pas grand chose" - Les effronté-e-s - Page 9
- 11 - « Pour les écoféministes, destruction de la nature et oppression des femmes sont liées » - interview de Emilie Hache par Emilie Masselin - Reporterre - Le quotidien de l'écologie - Page 10
- 12 - Les Glorieuses organisent deux événements sur la sororité en novembre ! - Page 12

MOBILISATIONS

- 1 - Avortement Pologne - On ne dépose pas nos parapluies ! - Rassemblement le 23 octobre

Avortement Pologne - On ne dépose pas nos parapluies !

Rassemblement dimanche 23 octobre

15h sur la place Igor Stravinsky, à côté du Centre Pompidou.

S'habiller en noir avec du scotch sur la bouche

Le 24 octobre aura lieu la 2ème Grève des Femmes. Avec les autres villes européennes nous aimerions montrer notre soutien aux Femmes en Pologne qui se battent non seulement pour le

droit à l'IVG mais aussi pour le respect. Nous entendons toutes et tous des propos contre les Manifs Noires. Mais ce qu'on entend c'est surtout des propos contre les Femmes.

La majorité parlementaire travaille toujours sur le projet barbare interdisant l'avortement. Les privilèges de l'Église catholique et son influence sur la vie politique et sociétale en Pologne augmente chaque jour. Le système éducatif se détériore et l'éducation civique est remplacée par un endoctrinement. C'est pour ça qu'on dit NON !

Nous dénonçons : Le mépris et la violence faite aux Femmes ; l'influence de l'Église sur la politique ; la politique dans l'éducation. Même si vous ne nous écoutez pas, nous sommes là. Et nous allons nous battre. Aujourd'hui vous essayez de nous enlever la voix. Sachez que s'il le faut, nous pouvons et nous allons faire du bruit.

INTERNATIONAL

2 - Pétition : Assez des viols correctifs contre les lesbiennes en Afrique du Sud !

« À M. Michael Masutha, ministre sud-africain de la Justice et les députés sud-africains : Au début du mois, deux Sud-Africaines de Mpumalanga ont été victimes d'une agression aussi violente qu'inexplicable. Uniquement parce qu'elles sont en couple. Des hommes sont entrés chez elles et les ont violées pour « leur rappeler qu'elles sont des femmes ». On appelle cela un « viol correctif » et c'est l'une des agressions les plus atroces commises régulièrement contre les personnes lesbiennes, gays, bi et trans en Afrique du Sud. Et bien souvent, les coupables restent totalement impunis.

En cet instant même, il existe un projet de loi sur le bureau du Ministre de la Justice sud-africain, Michael Masutha, qui prévoit de punir les auteurs de « viols correctifs ». Mais M. Matsutha ne l'a pas soumis à un examen public à la mi-octobre, comme il le promet pourtant depuis 2010.

Signez pour soutenir toute une coalition de militants et militantes sud-africains qui demandent à M. Masutha de faire avancer ce texte de toute urgence ».

Les « viols correctifs » sont fréquents en Afrique du Sud ; En octobre 2014, un autre couple de femmes de Mpumalanga a été violé devant leur fille de sept ans. La police a refusé d'enquêter.

Le « viol correctif » est une punition infligée à celles qui ne respectent pas l'image que se font certains hommes de la manière dont les femmes devraient se comporter et de qui elles devraient aimer. C'est un crime violent et homophobe qui cible les victimes selon leur genre et leur orientation sexuelle.

Si ce texte est adopté, les criminels devront enfin répondre de leurs actes. La loi prévoit des postes dans différents départements pour lutter contre les crimes haineux. Ce texte rappellerait que les crimes violents contre les personnes LGBT ne sont jamais acceptables.

Signez pour bien faire entendre notre message !

Cette campagne est menée en partenariat avec GaySA Radio, MambaOnline, Hate Crimes Working Group, Access Chapter 2, et Love Not Hate Campaign.

3 - En Israël, le combat des femmes pour la paix - Piotr Smolar - lemonde.fr

Des milliers de femmes ont manifesté mercredi devant la résidence de Benyamin Nétanyahou. L'absence de plate-forme politique permet au mouvement Women Wage Peace, lancé en 2014 pendant l'opération « Bordure protectrice », de dépasser le clivage. Ni de droite ni de gauche, ni religieuses ni laïques, ni arabes ni juives, mais tout cela à la fois, c'est ainsi que se présentaient, mercredi 19 octobre, des milliers de femmes venues manifester pour la paix,

sous les fenêtres de la résidence de Benyamin Nétanyahou, à Jérusalem. Vêtues de blanc, elles ont afflué de Galilée, de Tel-Aviv ou du Sud, pour faire entendre une voix modérée et pragmatique dans un débat public aujourd'hui écrasé par les discours sécuritaires et messianiques. Quelques femmes arabes d'âge mûr, à la tête couverte, étaient assises sur le trottoir, pendant que des Israéliennes, en majorité de gauche, reprenaient les chansons interprétées sur scène.

Le mouvement « Les femmes œuvrent pour la paix » (Women Wage Peace, WWP) revendique 23 000 bénévoles, un chiffre considérable à l'échelle israélienne. L'absence d'une plate-forme politique précise leur permet de dépasser les clivages. Pendant deux semaines, les bénévoles ont organisé des marches et des rassemblements au travers du pays, mais aussi en Cisjordanie, avec un seul message aux dirigeants israéliens et palestiniens : négociez !

Raya Kalisman est venue avec son fils et son beau-fils, histoire de ne pas se laisser enfermer dans un discours purement féministe. Mais cette femme passionnée, fondatrice du Centre pour les études humanistes au Musée des combattants des ghettos Lohamei Haghetat, souligne la particularité du mouvement. « Les femmes pensent différemment. Aux générations suivantes, à la vie. On ne dit pas au gouvernement quel *genre* d'accord de paix est souhaitable, mais de s'engager dans une négociation. Notre organisation n'est pas de nature politique, elle réunit des personnes de tous horizons, qui estiment qu'on ne peut pas continuer encore longtemps à occuper 2 millions de Palestiniens. C'est de la folie. Je ne veux pas que mes petits-enfants, devenus adultes, connaissent ça un jour. »

Le modèle libérien : Sharon A., professeure linguiste à l'université de Bar-Ilan, ne souhaitant pas donner son nom, partage cette approche. « Notre mouvement n'est pas "contre", mais pour, dit-elle. On veut que nos leaders s'assoient et trouvent une solution, assument leurs responsabilités historiques. Le modèle libérien est très fort pour nous. » De nombreuses participantes ont en mémoire le mouvement dit des Quatre Mères, qui avait milité pour un retrait israélien du Sud-Liban à la fin des années 1990. Sans bénéficier du relais des réseaux sociaux, encore inexistantes, elles avaient réussi à exercer une pression sur le gouvernement et l'appareil sécuritaire.

Mais le modèle choisi aujourd'hui par les manifestantes est celui du Liberia. La présence mercredi de la Prix Nobel de la paix 2011, Leymah Gbowee, a été chaleureusement saluée. « Si vous défendez ce en quoi vous croyez, même les hommes en armes auront peur de vous », a-t-elle déclaré, après avoir rencontré plus tôt le président israélien. Réouven Rivlin. Leymah Gbowee est célèbre pour avoir mobilisé des milliers de femmes libériennes afin de faire pression sur le régime de Charles Taylor et de mettre un terme à la guerre civile.

En Israël, l'effacement de la gauche travailliste, obsédée par les questions sécuritaires, et l'isolement des organisations non gouvernementales documentant les crimes et les abus de l'occupation, ont laissé un vide dans le débat public. Cette place, WWP entend l'occuper. Marie-Lyne Smadja, 55 ans, est cofondatrice du mouvement. D'origine franco-tunisienne, cette chercheuse à l'université de Tel-Aviv, spécialisée dans le développement cognitif de l'enfance, se réjouit de « l'énorme chemin parcouru en deux ans ».

« *La gestion du conflit a échoué* » : Le mouvement est né à l'été 2014, pendant l'opération «Bordure protectrice» dans la bande de Gaza, qui causa la mort de près de 2 100 Palestiniens et de 73 Israéliens (dont 66 soldats) en cinquante jours. Ce nouveau cycle de violences, intervenu après l'enlèvement et l'assassinat de trois adolescents israéliens en Cisjordanie, a provoqué une prise de conscience chez l'universitaire, sioniste et jamais encartée auparavant dans un mouvement pour la paix. « J'ai toujours fait beaucoup de terrain et vécu dans la

diversité culturelle, dit-elle. Là, en voyant la souffrance des gosses, je me suis dit que ce que je faisais ne changeait pas fondamentalement leur sort. »

Sa fille a fait son service militaire à la frontière libanaise en 2006. Son fils a participé à l'opération « Plomb durci » (2008-2009). En tant que mère, Marie-Lyne connaît le prix de l'angoisse. Avec d'autres, elle cherche donc une nouvelle façon de mobiliser les énergies, en dehors des appareils partisans, qui disqualifient automatiquement les opinions divergentes. « La gestion du conflit a échoué, souligne-t-elle. On n'a ni sécurité ni paix. Après l'assassinat de Rabin [par un extrémiste juif en 1995], la gauche a délégitimisé la droite en l'accusant d'être responsable de sa mort. Maintenant, c'est le contraire. La droite délégitimise la gauche en l'accusant d'être des traîtres à la patrie et des partisans du terrorisme. Or une grande partie des Israéliens veulent des accords politiques avec les Palestiniens, mais ils veulent savoir sous quelles conditions, et signés par qui. Notre objectif était de refaire entrer le camp des modérés dans cette histoire-là.»

La première étape, symbolisée par le concert de mercredi, a consisté à réunir les bonnes volontés sur le terrain, partout, en Israël comme en Cisjordanie. La phase suivante, explique Marie-Lyne Smadja, consistera à « créer un lobby de femmes pour la paix ». Le terrain pour cela ne peut être autre que la Knesset, le Parlement. « Dès l'ouverture de la session d'hiver, prévient-t-elle, on sera 120 femmes [comme le nombre de députés] à assister à toutes les sessions. On ne les lâchera plus. »

TEXTES

4 - Il n'y aura pas de « journée internationale de l'avortement sûr ». Savoir tirer les leçons d'un échec - Annie Sugier - 50-50magazine

Une nouvelle fois les anti-IVG ont fait barrage à la proposition de célébration par les Nations Unies, d'une « *journée internationale de l'avortement sûr* ».

C'est en 1990 que cette proposition a été faite pour la première fois. Le 28 septembre avait été retenu en souvenir du 28 septembre 1871, date de l'abolition de l'esclave des enfants nés de mères esclaves au Brésil.

Cette année la revendication qui était portée par 430 ONG à travers le monde sous la forme d'une lettre ouverte envoyée au Secrétaire Général des Nations Unies, Ban-Ki Moon et aux responsables des Agences concernées des NU, avait en outre recueilli les signatures de Hauts Fonctionnaires et/ou d'expert-es auprès de ces Agences.

Les auteurs de la lettre ouverte soulignent que les IVG « à risque » se traduisent chaque année par la mort de 44.000 femmes, ce qui représente environ 15% de la mortalité maternelle. Ainsi, depuis 1994, date de la Conférence mondiale du Caire sur Population et Développement, 1 million de femmes sont mortes. En outre, en 2012, 6,9 millions de femmes ont été traitées dans les pays en voie de développement pour des complications graves suite à ces IVG à risque, ce qui a coûté aux systèmes de santé 232 millions de dollars.

Insensibles à l'horreur de ces constats, les anti-IVG avaient lancé une pétition qui a recueilli 170.000 signatures : résultat finalement modeste comparé à leurs moyens financiers et à leurs réseaux.

Droit fondamental ou prérogative nationale ? : Si l'on s'en tient à la « logique » des Nations Unies, les anti-IVG avaient un argument imparable : l'accès à l'IVG n'a pas été reconnu comme un droit fondamental dans les textes onusiens. Rappelons que la conférence mondiale population et développement du Caire citée plus haut, sous l'influence du Vatican et avec l'appui des dictatures islamistes, avait conclu que les législations sur l'IVG ne pouvaient être

modifiées qu'au niveau local ou national, autrement dit qu'il ne s'agissait pas d'un droit fondamental. Ces conclusions avaient été réaffirmées lors de la conférence de Pékin 95, puis 20 ans plus tard à New York.

De cet échec il faut tirer une leçon : 450 ONG, représentant à travers le monde la défense du droit fondamental de chaque femme, quelle que soit sa culture et sa religion, à accéder à des services sûrs d'IVG, doivent pouvoir peser davantage que les lobbyistes anti-IVG. Mais à une condition : décider que ce combat-là est la priorité des priorités des associations féministes quelles que soient leurs créneaux d'action (violences, travail, culture...).

Il faut que les participant-es aux réunions internationales cessent de se laisser imposer un agenda qui disperse leur attention et les divise. Il est tout aussi important d'envisager des actions spectaculaires au niveau international à commencer par l'Europe qui ne pourra peser sur les Nations Unies que si elle est unie sur cette question et si on obtient que les droits sexuels et reproductifs soient inclus dans la Charte des Droits Fondamentaux de l'Union Européenne.

Les actions menées pour soutenir les Espagnoles, et aujourd'hui les Polonaises sont un premier pas dans ce sens.

5 - Accès à l'IVG : des opérations de "testing" pour identifier les difficultés éventuelles

A l'occasion de la Journée mondiale du droit à l'avortement, Marisol Touraine a fait un point d'étape du Programme national d'action lancé en janvier 2015 pour consolider le droit à l'IVG. En outre, des opérations de "testing" seront effectuées à partir de décembre pour évaluer la réalité de l'accès à l'IVG en France.

Dès le mois de décembre 2016, des opérations de "testing" seront réalisées afin d'identifier d'éventuelles difficultés d'accès à l'IVG : délais de recours, niveau d'information délivré aux femmes au moment de la prise de rendez-vous, accueil réservé. Des questionnaires anonymes viendront compléter cette enquête. Ces dispositifs permettront d'évaluer la réalité de l'accès à l'IVG en France et de mesurer l'efficacité des actions engagées dans le cadre du Programme national, parmi lesquelles :

- *La mise en place d'outils d'information sur l'IVG pour sensibiliser davantage de femmes*
 - lancé il y a un an jour pour jour, le numéro national d'information (0800 08 11 11), anonyme, gratuit et accessible 6 jours sur 7, rencontre une large audience : plus de 20 000 appels traités depuis son lancement (bien au-delà de l'objectif initial fixé à 24 000 appels sur 3 ans) ;
 - La campagne d'information "IVG, mon corps, mon choix, mon droit", lancée également en septembre 2015, a été saluée par les Françaises pour son utilité, sa clarté et sa nécessité ; 79% des Françaises et 84% des femmes de moins de 25 ans ont particulièrement apprécié la campagne ;
 - Le site ivg.gouv.fr recueille en moyenne 65 000 visiteurs par mois. Il figure désormais en 1er résultat sur les principaux moteurs de recherche pour la requête "IVG", grâce à une politique active de référencement visant à faire reculer les sites internet qui véhiculent des informations biaisées sur l'avortement.
- *Plusieurs mesures prévues par la loi de modernisation de notre système de santé, mises en œuvre en 2016, pour améliorer l'accès à l'IVG :*
 - Depuis le 1er avril 2016, les actes nécessaires pour une IVG (consultations, analyses, échographies, etc.) sont pris en charge à 100% par la sécurité sociale, les tarifs des IVG réalisées en établissements de santé ont également été revalorisés ;
 - Le délai minimal de réflexion (une semaine) a été supprimé ;

- l'offre de proximité a été renforcée : les sages-femmes peuvent réaliser des IVG médicamenteuses (depuis le 2 juin 2016), les centres de santé des IVG instrumentales. Par ailleurs, chaque Agence régionale de santé (ARS) formalise actuellement un plan régional pour améliorer l'accès à l'IVG dans les territoires. Ces plans seront présentés d'ici la fin de l'année 2016. Marisol Touraine a déclaré : "Le droit à disposer de son corps est un droit fondamental. Des mesures essentielles ont encore été prises cette année pour améliorer le parcours des femmes qui ont recours à l'IVG. A l'occasion de la Journée mondiale du droit à l'avortement, je veux rappeler ma détermination totale pour que chaque femme puisse recourir, sans entrave, à l'IVG en France. Je veillerai à ce que cet accès soit effectif dans tous les territoires."

6 - Conseil de l'Europe: victoire d'étape vers l'abolition de la GPA - Texte collectif

Ce mardi 11 octobre, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a voté contre l'adoption d'une recommandation portant sur les « Droits de l'enfant liés à la maternité de substitution », sur la base du rapport de Petra De Sutter (Belgique). A l'issue d'un débat, le projet de texte a été rejeté par 83 voix contre, 77 pour et 7 abstentions, sur un total de 167 suffrages exprimés. Nous saluons, avec une grande joie, le résultat de ce vote.

Nous tenons à remercier spécialement la délégation française qui a rejeté la recommandation à une très large majorité. La France montre ainsi son rôle une fois de plus essentiel dans la défense des droits humains, spécialement les droits des femmes et des enfants. Elle a été ici rejointe entre autres par l'Italie et de nombreux pays d'Europe de l'Est (Roumanie, Hongrie, Ukraine), qui montrent ici leur inquiétude face à l'exploitation dont font l'objet les femmes européennes les plus pauvres.

Ce rejet a eu lieu, malgré une procédure dont l'opacité est problématique. En effet, le rapport de la députée Petra de Sutter a été rejeté à plusieurs reprises et par deux commissions chargées de son examen. Malgré cela, ce rapport est arrivé en assemblée plénière pour être débattu.

Deux amendements abolitionnistes ont également été proposés. Ils n'ont pas pu être adoptés, mais la différence entre les voix a été nettement plus faible que pour le rejet de la recommandation initiale (79 voix pour, 80 voix contre).

C'est donc bien une victoire d'étape que nous fêtons. Une victoire d'étape essentielle, sur le long chemin vers l'abolition universelle de toute forme de maternité de substitution. Nous restons cependant vigilantEs pour la suite. Connaissant la puissance financière et politique du lobby pro-GPA, nous savons qu'il ne manquera pas de continuer ses assauts en direction du Parlement Européen et de la Conférence de La Haye.

Pour notre part, nous continuerons notre travail d'information, d'analyse, d'alerte de l'opinion, et de mobilisation de toutes les associations féministes et de défense des droits humains, pour que le corps des femmes ne soit plus à vendre, jamais, nulle part.

Collectif pour le Respect de la Personne, Coordination des Associations pour le Droit à l'Avortement et la Contraception, Coordination

7 - Ce n'est pas forcément normal d'avoir mal au ventre lors de ses règles ! L'endométriose, maladie taboue! - L'écho des Thérèse

L'endométriose est une maladie silencieuse qui atteint des jeunes femmes en pleine forme et qui, selon la gravité, peut devenir très invalidante! Cette maladie commence, enfin, à sortir de l'ombre après des dizaines d'années d'ignorance, de mépris subi par des milliers de femmes. Le manque d'information, d'écoute du corps médical associé aux stéréotypes (c'est la tête... les

hormones...) ont conduit certaines femmes à être envoyées en psychiatrie!

C'est quoi l'endométriose ? : L'intérieur de l'utérus est recouvert d'une couche de tissu qu'on appelle l'endomètre qui est éliminé hors de l'utérus durant les règles. L'endométriose est une maladie gynécologique dans laquelle on retrouve du tissu de l'endomètre en dehors de l'utérus, soit sur les ovaires, les trompes, les ligaments qui soutiennent l'utérus et, quelquefois, sur les autres organes du petit bassin, comme la vessie, l'intestin et le vagin.

Comme l'endomètre qui tapisse l'intérieur de l'utérus, les lésions d'endométriose répondent aux hormones durant le cycle menstruel. Elles se développent durant chaque mois, se congestionnent et saignent durant les règles. Lors de ces saignements, elles irritent la membrane qui tapisse l'intérieur de l'abdomen, que l'on nomme le péritoine. Peuvent se créer des kystes, des adhérences... Sympathique tout ça!

10 % à 15 % des femmes en âge de procréer sont touchées. C'est énorme et ce chiffre est en régulière augmentation, peut être en lien avec nos modes de vie (alimentation, environnement).

Les symptômes : Ils sont nombreux et varient en fonction des femmes. Dans de rares (très rares) cas, il n'y en a aucun qui soit visible de l'extérieur. Mais, pour la majorité des femmes, l'endométriose se manifeste par de fortes douleurs dans le bas-ventre et dans le dos, pendant les règles, parfois avant, ainsi que pendant les rapports sexuels, ce qui conduit à une baisse de libido. Chez certaines femmes, surtout les plus jeunes, les menstruations peuvent durer entre dix et quinze jours et être extrêmement abondantes, du sang peut apparaître dans les urines, voire dans les selles. Plus d'un tiers des femmes souffrant d'endométriose sont infertiles, et pour les autres, être enceinte est un véritable parcours du combattant.

Un diagnostic tardif : Faute de symptômes spécifiques, de formation des médecins, et d'efforts de recherche suffisants, le diagnostic est posé en moyenne au bout de sept ans!

Les traitements : Des anti-inflammatoires plus ou moins forts soulagent partiellement les douleurs, bien que, pour certaines femmes, ils n'aient aucun effet. La pilule contraceptive ou le stérilet n'éradiquent pas la maladie, mais peuvent diminuer significativement les maux en bloquant les fluctuations hormonales. Si cela s'avère nécessaire, le gynécologue mettra la patiente sous ménopause artificielle pendant un certain temps. Mais, dans de nombreux cas, des opérations chirurgicales sont nécessaires.

On constate, une fois de plus, et nous ne sommes pas mauvaise langue, qu'une pathologie exclusivement féminine est sous-estimée, niée, ignorée!

8 - Mise au point sur la GPA - Coordination Lesbienne en France

Les médias ont beaucoup parlé de GPA ces temps-ci : Le Conseil de l'Europe et le parlement européen ont délibéré sur ce sujet ; La "Manif pour tous a manifesté" contre la GPA le 16 octobre dernier. Elle reprend et détourne des arguments féministes ce qui, à dessin de sa part, introduit confusion et malentendu.

Soyons claires sur ce sujet : "La manif pour tous" et beaucoup de groupes de droite et d'extrêmes droites, s'ils évoquent la "non marchandisation du corps de "la" femme (la femme et non "les" femmes dans leur bouche), le font au nom de la défense de la famille traditionnelle. D'ailleurs, Ludivine de la Rochère, présidente de la " Manif pour tous" était claire : "il faut un papa et une maman pour élever un enfant" martelait elle récemment. Donc, pas de place pour lesbiennes et homosexuels, mais une société patriarcale à 10%. Nous n'avons rien à faire avec ces gens là qui sont nos pires ennemis.

Dans un autre camp, un courant d'idée, qui rassemble des universitaires, nous enjoint d'accepter la GPA dite "éthique" ou "encadrée" comme parade aux dérives de la GPA commerciale. Or, nous savons bien que là où la GPA encadrée est organisée, comme au

Royaume Uni par exemple, se développe la GPA commerciale transfrontière. Réglementer la GPA la rend en effet socialement acceptable aux yeux du public. Une façon décomplexée de donner accès au corps des femmes qui plus est, par la loi !!!

Pour aller plus loin, nous avons fait tout un travail d'analyse de ce qu'est la GPA aujourd'hui dans le monde et de ses enjeux : <http://coordinationlesbienne.org/spip.php?article365> et avons rappelé les positions de la CLF sur le sujet <http://coordinationlesbienne.org/spip.php?article366>. N'hésitez pas à vous y référer.

Si vous souhaitez organiser un débat sur le sujet dans votre association, dans votre région, nous sommes partantes. Contactez-nous (coordination.lesbienne@gmail.com)

Si, de votre côté, vous avez organisé ou allez organiser quelque chose sur le sujet, tenez nous informées. Si ce sujet vous pose question, n'hésitez pas à nous contacter aussi. Expliquer, comprendre devient essentiel, trop de brouillages médiatiques, trop de manipulation intellectuelle, trop de confusion, trop d'intérêts sur ce sujet.

9 - Sexisme : « Le harcèlement en politique doit être pris pour ce qu'il est, une réalité » - Le Monde - 17 octobre - Par un collectif de collaboratrices parlementaires

L'ambiance générale est mauvaise, disons-le, dans les palais de la République. Pour peu que vous soyez une femme, une collaboratrice qui plus est, vous vous sentirez vite étouffée par les regards lourds, les sous-entendus graveleux et les réflexions humiliantes qui ne font rire que leurs auteurs.

Nous entendons chaque jour des anecdotes sur des situations inappropriées. Cela va de la simple (et très courante) remarque « Elle est belle ta robe dis-moi, elle te met bien en valeur, je ne suis pas sûr de pouvoir me concentrer ce matin » aux comportements déplacés, comme celui-ci : « Un midi, dans l'ascenseur avec des collègues. Un député entre. Il me déshabille du regard quinze fois... Une avalanche de coups d'œil salaces pendant les cinq étages qui restent à descendre. Je baisse les yeux, je me sens hyper mal, je ne sais plus où me mettre, où poser mon propre regard. Arrivé en bas, un de mes collègues commente : "Ah bah dis donc, tu as plu au monsieur." Oui, apparemment, pour certains, je ne suis que de la chair fraîche.

De façon épisodique, avec notamment l'affaire Baupin, l'affaire Tron, l'affaire DSK, et l'actuel cas Baylet, le monde politique s'insurge contre l'un de ses membres qui aurait simplement « dérapé ». Ces affaires sont des cas extrêmes de harcèlement ou d'agression sexuelle, mais les propos et agissements sexistes sont le quotidien des femmes en politique, qu'elles soient élues ou collaboratrices.

« Attention, je vais te "Baupiner" » : A chaque affaire, le sexisme en politique fait la « une » des journaux et des JT avant de retomber rapidement dans l'oubli. Pourtant, le sexisme, lui, n'a pas disparu. A l'issue de l'affaire Baupin, l'ambiance a même empiré pour les femmes : « Attention, je vais te "Baupiner" », « Je peux toucher ton épaule ou c'est du harcèlement ? », « Quand même, les dénonciatrices, elles devaient avoir un mobile politique », « Baupin, mais tu sais, ce n'est pas de sa faute, c'est sa mère/sa femme ». Ces réactions sont révélatrices du machisme de ce huis clos politique où les femmes sont souvent perçues comme illégitimes.

Le sexisme n'est pas une spécificité du monde politique, nous en avons pleinement conscience, mais c'est un monde où il se manifeste avec une force et parfois une violence particulières. Pourquoi ? Parce que la politique est un milieu toujours très masculin et que la parité est encore une belle utopie, certains élus ou collaborateurs considèrent que ce terrain leur appartient.

Par les hommes, pour les hommes : Les mots et actes sexistes sont souvent un moyen de montrer aux femmes qu'elles ne sont pas à leur place. Ainsi, des études ont prouvé que

l'égalité numéraire entre les femmes et les hommes diminuait nettement les comportements sexistes. Parce que la politique suppose des relations de pouvoir, la mise en place de rapports de domination se transpose parfois dans les relations interpersonnelles.

Dans ces relations politiques, les rôles sociaux ont souvent été définis par les hommes et pour les hommes. Les femmes sont soit mal acceptées, soit regardées avec un amusement tout paternaliste.

Parce que le travail de collaboratrice et collaborateur est particulier : il suppose une proximité avec l'employeur que la plupart des autres fonctions ne nécessitent pas. Très souvent, la collaboratrice ou le collaborateur travaille tard, fait des déplacements, le tout en tête à tête avec l'élu. Parce que les collaboratrices et collaborateurs d'élus ont un contrat de travail qui ne les protège pas, qui les rend dépendants de leurs employeurs et qui ne peut pas permettre à des femmes en situation de harcèlement de se sentir en sécurité et de se confier.

Parler et témoigner : Certes, tous les hommes en politique n'ont pas un comportement répréhensible, mais le sexisme et le harcèlement doivent être pris pour ce qu'ils sont : une réalité. Les hommes politiques se doivent d'avoir un comportement exemplaire dans tous les aspects de leur vie publique. Le rapport que certains ont aux femmes doit changer. Nous espérons que notre initiative réveillera de façon durable la bonne volonté parfois exprimée par les élus et ministres et se traduira par l'adoption de mesures concrètes, dans la loi et dans les pratiques.

Nous sommes des collaboratrices d'élus et nous pensons que la parole doit se libérer, que les femmes doivent parler, écrire, témoigner, être ensemble pour montrer, démontrer, puis vaincre le sexisme. Nous pensons que ce combat passe par le récit, pas forcément le récit du pire, du sensationnel, mais plutôt de ce qui se passe tous les jours, du terriblement banal.

Parler et témoigner, c'est non seulement libérer une parole trop longtemps étouffée sur un sujet qui nous concerne toutes et tous, mais c'est aussi prendre conscience de cette réalité. Femmes et hommes, nous avons tous intériorisé cette culture sexiste, qu'il est nécessaire aujourd'hui de démonter. C'est pourquoi nous mettons en place un site Internet recensant les témoignages des femmes victimes de sexisme à l'Assemblée nationale ou dans d'autres institutions politiques.

Nous avons décidé d'anonymiser les témoignages pour offrir les meilleures conditions aux collaboratrices qui souhaiteraient raconter mais souvent n'osent pas ou pour qui les conséquences seraient très lourdes. Notre but n'est pas de pointer du doigt tel élu, ministre ou autre homme politique, mais d'exposer le caractère généralisé du sexisme en politique. A travers toutes ces anecdotes, il s'agit de faire connaître l'ampleur du phénomène, de dénoncer ces pratiques, mais également de les maîtriser, en prendre conscience, reprendre la main.

Mathilde Julié-Viot, Charlotte Lestienne, Julie Rosenkranz et Charlotte Soulyard sont collaboratrices parlementaires et membres du collectif Chair collaboratrice. Le site Chaircollaboratrice.com a été lancé le 17 octobre - www.chaircollaboratrice.com

10 - #TPMP Une agression sexuelle ce n'est pas "rien du tout", ce n'est "pas grand chose" - Les effronté-e-s

Les effronté-e-s sont outrées par les justifications données par Cyril Hanouna et Jean-Michel Maire à propos de ce qui s'est passé sur le plateau de "Touche pas à mon poste". Cette scène, par sa longueur, par sa vulgarité, par sa violence, a pourtant indigné des centaines de téléspectateur-trices, dont une proportion non négligeable a même fait la démarche de saisir

le CSA, ainsi que la Ministre des droits des Femmes Laurence Rossignol, que nous remercions pour sa réaction.

Non, M. Hanouna, une agression sexuelle n'est pas un geste "regrettable". C'est un geste répréhensible par la loi ! Non, il n'y a pas eu des proportions incroyables pour "rien du tout" ou pour "pas grand chose". Nous trouvons cela effroyable d'expliquer à toutes celles et ceux qui vous regardent qu'il n'y a rien de grave à ce qu'on demande, une première fois, une seconde fois, avec insistance à une personne embauchée pour autre chose d'embrasser un homme sur la bouche, d'insister face à ses refus, d'en demander la raison qu'elle prendra la peine de donner, puis de négocier à la baisse un smack, et quand cette personne, seule maîtresse d'elle-même et de son corps, tend la joue pour expliciter quelles sont ses barrières, l'embrasser sur le sein en envoyant balader sa liberté.

La façon dont Jean-Michel Maire a essayé de minimiser les faits est aussi indigne qu'inquiétante. Il se serait contenté selon lui d'un "bisou sur le haut du décolleté"... "pour le show". Courageux (ou téméraire) de nier ce qui crève les yeux sur toutes les photos et vidéos qui le font mentir. "Ne nommez pas ce sein que je ne saurai voir !" Rappelons quand même qu'il n'est nullement précisé dans l'article 222-22 du code pénal qu'embrasser "le haut du décolleté" d'une personne sans son consentement n'est pas caractérisé comme étant une agression sexuelle.

Jean-Michel Maire a ensuite pointé du doigt, stratégie habituelle de l'agresseur, le comportement de la victime. Elle aurait bien voulu discuter et rire avec lui après l'incident. Ils auraient fait des selfies ensemble... Pourtant, tout le monde a perçu son embarras sur les images qui ont été diffusées. Or nous savons parfaitement que dans une telle situation, et notamment dans le cadre professionnel, une femme se comporte comme elle peut, fait bonne figure, essaye de surmonter ce qu'elle a vécu de pénible et d'intrusif. Nous savons, à travers les centaines de témoignages que nous récoltons sur le harcèlement sexuel au travail, combien les femmes peuvent être déconcertées, déstabilisées, combien les faux sourires cachent le coup accusé.

En vérité, nous avons affaire à des hommes tellement persuadés qu'une femme qu'ils embauchent pour une scène graveleuse doit être corps et âme à leur disposition, qu'ils ne comprennent même pas qu'on puisse leur reprocher de s'être servi à leur guise. Son "NON" n'ayant aucune valeur, Jean-michel Maire l'a contourné, comme n'importe quel agresseur.

Les effronté-e-s espèrent que le CSA leur réservera une sanction sévère et sans ambiguïté, ne laissant aucune place à la thèse du "rien du tout" et du "pas grand chose" ! Sept ans après le coup du "troussage de domestique" et du "pas mort d'hommes", nous constatons avec effroi que les années passent, et que les euphémismes à propos des violences faites aux femmes perdurent.

11 - « Pour les écoféministes, destruction de la nature et oppression des femmes sont liées » - interview d'Émilie Hache par Émilie Masselin - Reporterre - Le quotidien de l'écologie
Reporterre — Qu'est-ce que l'écoféminisme ?

Émilie Hache — Il s'agit d'abord d'un mouvement politique qui s'est déroulé principalement aux États-Unis pendant les années 1980. Pendant une dizaine d'années, des centaines de femmes, féministes, pacifistes, anarchistes et antinucléaires ont organisé des blocages de centrales, des sit-in, des camps... Le plus grand camp écoféministe contre l'installation de missiles nucléaires à Greenham Common, en Angleterre, a duré de 1981 à 2000, soit près de vingt ans ! Les premiers textes écoféministes ont été écrits pendant cette période. C'étaient des textes poétiques, thérapeutiques, politiques, qui mélangeaient plein de choses et interrogeaient la

façon qu'on a, dans la modernité, de séparer les différentes dimensions de l'existence comme celles du monde.

Dans les années 1990, à la fin de la Guerre froide, les mobilisations ont cessé, car le risque nucléaire a pris une autre forme. Une partie de l'écoféminisme s'est institutionnalisé et est devenu un objet de recherche académique. La plupart des publications de ces années-là n'étaient plus des textes écoféministes en tant que tels, mais des textes universitaires sur l'écoféminisme.

Un des problèmes est que ces universitaires, notamment les philosophes, dépolitisaient l'écoféminisme en en faisant une éthique environnementale parmi d'autres et en ne renvoyant jamais à l'histoire de ces mobilisations. En ce sens, de manière intentionnelle ou non, l'histoire politique du mouvement a été court-circuitée et ne fait pas partie de ce qui nous a été transmis, une génération plus tard.

Comment est né ce mouvement ? : Il est issu du bouillon de culture incroyable des années 1970 aux États-Unis, en particulier de l'articulation entre les mouvements féministe et écologique. La catastrophe nucléaire de Three Mile Island, le 28 mars 1979 en Pennsylvanie, lui a apporté une grande visibilité. Un groupe de militantes féministes a organisé la conférence « Women and Life on Earth », en mars 1980 à Amherst (Massachusetts), qui réunit à leur grande surprise plusieurs centaines de femmes.

Suite à ça, les écoféministes ont lancé leur action la plus spectaculaire, la *Women's Pentagon Action*, le 17 novembre 1980, à Arlington (Virginie). Des milliers de femmes se sont rassemblées sur le lieu du pouvoir militaire. Elles chantaient, hurlaient de colère, pleuraient, étaient accompagnées de grandes marionnettes ; certaines étaient habillées en sorcières et lançaient des sorts au Pentagone, elles tissaient les portes avec du fil de laine... Le style écoféministe était né. L'année suivante, elles ont organisé la même action qui a réuni le double de femmes.

Mais quel lien faisaient ces femmes entre des luttes qui ne concernent pas spécifiquement les femmes — les mobilisations antinucléaires, pacifistes, environnementales — et le féminisme ? : Les écoféministes faisaient effectivement un lien entre la destruction de la nature et les différentes formes d'oppression des femmes. Pour elles, ce lien se décline à travers toute l'histoire occidentale.

Pour ne parler que de la modernité, Silvia Federici, une chercheuse italienne auteure de *Caliban et la sorcière*, a réécrit l'histoire de l'émergence du capitalisme du point de vue des femmes. Pour elle, la mise en place de ce système économique et politique leur plus grande défaite historique : on les sort du monde du travail et on les enferme à la maison pour qu'elles fassent des enfants.

Dans cette histoire, l'épisode de la chasse aux sorcières occupe une place majeure. Pour le dire vite, les femmes qui n'acceptent pas cette nouvelle organisation économique et sociale ont été brûlées ; plus de 100.000 furent tuées dans toute l'Europe. Étaient particulièrement visées les sages-femmes, qui ont un pouvoir sur la naissance donc sur la force de travail, matière première du capitalisme.

Comment l'écoféminisme s'articule-t-il aux mouvements appelés écoféministes dans les pays du Sud, représentés entre autres par Vandana Shiva ? : Dans *Staying alive*, Vandana Shiva raconte l'histoire du mouvement Chipko, à savoir des femmes indiennes qui, dans les années 1970, se sont battues contre la déforestation en Inde en protégeant les arbres avec leur corps — Chipko signifie « mouvement de l'étreinte ». Cette lutte était un combat de femmes parce qu'en Inde, c'étaient les femmes qui faisaient vivre leur famille en travaillant

dans les collines et la forêt. Mais elles ne se sont jamais appelées écoféministes ni même féministes ou écologistes.

Les écoféministes se sont passionnées pour le mouvement Chipko, parce qu'elles étaient sensibles au fait que leur recherche de liens avec la nature soit partagée par d'autres. Elles y ont retrouvé la même démarche de *reclaim* que dans leur mouvement. Par ailleurs, l'existence de ce mouvement leur permettait de répondre à l'objection selon laquelle l'écoféminisme serait uniquement un truc de bourgeoises blanches du Nord.

Et quelles relations existent entre l'écoféminisme et les autres mouvements de femme américains pour la justice environnementale ? Par exemple la mobilisation du Love Canal, où dans les années 1970, des riverain-es des chutes du Niagara ont protesté contre la présence de milliers de tonnes de déchets toxiques dans les sous-sols ? : Le mouvement de femmes pour la justice environnementale était principalement un mouvement de femmes noires issues des classes populaires héritant du mouvement des droits civiques ainsi que des femmes latinos et blanches de classe populaire. Pour des raisons à chaque fois différentes, tenant à l'histoire de leur communauté, elles ne se disaient ni féministes ni écologues et ne se reconnaissaient pas du tout dans les grands mouvements environnementaux *mainstream* de mecs qui expliquent que tout ce qui compte, c'est préserver la belle nature, la *wilderness*.

On pourrait parler d'un activisme environnemental de femmes, qui prend différentes formes : le mouvement Chipko, les écoféministes californiennes, le mouvement de justice environnementale... Ariel Salleh, une chercheuse et activiste écoféministe marxiste australienne, plaide pour toutes les appeler écoféministes. Il s'agit d'une stratégie politique pour donner une masse critique au mouvement. Je ne suis pas d'accord avec elle. Il me semble important de respecter le choix de ces femmes : si elles disent qu'elles ne sont pas écoféministes, parce qu'elles viennent d'une autre histoire, il faut en tenir compte.

Et en France, où en est-on de l'écoféminisme ? : Pour le dire vite, les écologistes français des années 1970 étaient des machos. A l'inverse, les féministes françaises étaient dans leur majorité matérialistes et n'avaient pas grand-chose à faire des questions écologistes. Françoise d'Eaubonne a été une des rares à faire ce lien-là. Elle animait le groupe Ecologie et féminisme au sein du Mouvement de libération des femmes (MLF) et a fondé l'association Écologie-féminisme en 1978. Mais, de fait, l'écoféminisme en France est mort-né.

Je pense que la situation est en train de changer. Plusieurs signes le montrent : par exemple, qu'une maison d'édition, les éditions Cambourakis, se mette à republier des textes comme *Rêver l'obscur — Femmes, magie et politique*, de Starhawk, ou croit dans une anthologie de textes écoféministes. Elle va aussi traduire et publier pour la première fois *Greenham Women Everywhere*, d'Alice Cook et Gwyn Kirk, sur le camp écoféministe de Greenham Common. De même, j'ai de plus en plus de réactions intéressées chez mes étudiantes, qui veulent faire des mémoires dessus, etc. Et depuis un peu plus de trois ans que je travaille sur l'écoféminisme, je suis de plus en plus sollicitée !

DÉBATS, CONFÉRENCES, SORTIES MILITANTES

12 - Les Glorieuses organisent deux événements sur la sororité en novembre !

En savoir plus sur la sororité... Combien avez-vous de sœurs ? Nous, trois milliards... Les amitiés entre femmes font l'objet de tous les fantasmes. Entre la bataille de polochons, le crêpage de chignons, les commérages et les indispensables pestes, les préjugés sur l'absence d'entraide entre les femmes ne sont pas en reste. Si la fraternité est un concept inhérent à celui de citoyenneté ou encore de démocratie, celui de la sororité a été quelque peu (et c'est

un euphémisme) laissé à la marge. Sororité ? Encore un nouveau mot ? Effectivement, quand Ségolène Royal avait prononcé le mot dans l'un de ses discours en 2007, elle avait été attaquée par des journalistes pour sa manie de ne pas s'en tenir à la langue française. Mais il n'en était rien ! Le mot sororité existe bien (même si Google s'évertue à le souligner comme une faute d'orthographe) et vient du latin soror qui signifie « sœur ». La sororité (ou sisterhood en anglais) est une communauté de femmes liées ensemble par un intérêt commun. Nous ajouterons que la sororité est la capacité de toutes les femmes à s'entraider et à reconnaître que chacune vit différemment sa condition selon son milieu social, sa religion, son origine... Femmes de toute origine, de toute sexualité, de toute conviction, nous sommes des sœurs. Nous sommes là pour nous entraider. Peu importe si nous n'avons pas le même visage, la même religion, le même mode de vie. Si nous nous tournons le dos, si nous ne nous ne soutenons pas chaque jour, personne ne sera là pour le faire.

Dans le cadre du mouvement Fraternité Générale, qui se tiendra à Paris du 2 au 10 novembre, la newsletter féministe Les Glorieuses propose deux événements autour de la sororité : une exposition à La Maison des femmes et une rencontre à La Maison de la Poésie.

Maison des Femmes de Saint Denis : L'exposition « Nous sommes toutes des sœurs ». Vernissage le 3 novembre à partir de 18h30.

Du 2 au 11 novembre, Maison des femmes, 1 Chemin du Moulin Basset, 93200 Saint-Denis / Vernissage le 3 novembre à partir de 18h30

Maison de la poésie : « A la recherche de la sororité » le 9 novembre. Chloé Delaume, auteure du livre *Les sorcières de la République* (Le Seuil, 2016), dialoguera avec la fondatrice du collectif 52, Sophie Bramly. La comédienne Sara Martins lira des extraits de *L'amie prodigieuse* d'Elena Ferrante. La Rencontre est animée par la journaliste Lauren Bastide.

Le 9 novembre, La Maison de la Poésie, 157 Rue Saint-Martin, 75003 Paris

Coordination Française Marche Mondiale des Femmes, 25/27 rue des Envierges, 75020 Paris ;
Tel : 06 80 63 95 25, mail : marchfem@rezisti.org ; site : <http://marchmondialesdesfemmesfrance.org/>